

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
43-44 – 15 août 2021



| Entre océans, forêts et volcans. La lutte radicale mapuche |

Carahue se trouve à 60 kilomètres au nord de Temuco, capitale de la région de l'Araucania située au cœur du Wallmapu, « la terre entourée » habitée par les communautés mapuche et dominée par l'État chilien. Vendredi 9 juillet 2021 vers 17h, un groupe de *weichafé* (« combattants » mapuche) de l'*Organisation de Résistance Territoriale Lafkenche-Letraru*, –organismes locaux armés qui font partie de la *Coordinadora Arauco-Malleco (CAM)*–, pénètre sur le domaine Santa Ana-Tres Palos. Le domaine est exploité par l'entreprise forestière *Forestal Mininco*, filiale du géant de la cellulose CMPC. Les assaillants menacent le personnel présent, blessent un employé récalcitrant et mettent le feu à un minibus, un skidder et un camion-citerne. Les carabiniers affectés à la surveillance du site sonnent alors l'alarme. Lors de leur retraite, les *weichafé* tombent sur une de leurs patrouilles, qui ouvre le feu. Un *weichafé* reçoit une balle en pleine tête et meurt sur place.

Le lendemain, la CAM revendique son *weichafé* mort : Pablo Marchant, « Toñito », 29 ans, ex-étudiant en anthropologie qui avait rejoint la lutte mapuche cinq ans plus tôt.

Depuis cet énième assassiné dans le Wallmapu, la région s'est enflammée. Aux dires du gouvernement chilien, plus de 150 attaques auraient été accomplies en moins de trois semaines. Sabotages des installations de l'agro-industrie, attaques incendiaires contre des convois de bois, blocages de route avec des tirs contre les forces de l'ordre, embuscades contre des patrouilles de carabiniers, incendies de propriétés de latifundistes et de membres de l'État, sabotages d'installations énergétiques,... Une partie d'entre elles sont revendiquées par différentes organisations radicales mapuche, qui sortent un communiqué commun « déclarant la guerre » aux entreprises exploitant les ressources de la région et à l'État chilien.

MAI 2021

6/5, La Ciotat (France).

Dans les Bouches-du-Rhône, un sabotage est commis sur le poste source *Athélia* du réseau électrique au cours de la nuit, privant 15 000 clients de courant sur La Ciotat et Ceyreste. Le parc d'activité industrielle *Athelia* (300 entreprises) héberge des entreprises comme *Thalès*, *Arpège*, *Trees Télécom* mais aussi le datacenter du câble sous-marin Tier 4 géré par *Interxion*, dont le courant a ainsi été coupé. Les réparations du poste, qui alimente aussi 17 sous-stations de La Ciotat, ont pris cinq jours.

JUIN 2021

1/6, Gap (France).

Dans les Hautes-Alpes, la salle de spectacle transformée en centre de vaccination fait l'objet d'une attaque incendiaire. Du mobilier est empilé, puis incendié, détruisant une bonne partie du bâtiment. Fin juillet, un communiqué revient sur cette attaque : « *À l'heure du pass sanitaire, et au moment où la part d'abord récalcitrante de la population fini par changer son fusil d'épaulé (pour la présenter à l'infirmier. ère...), devant la pression du gouvernement et parce qu'il va s'avérer impossible de conserver une vie « normale » sans, s'attaquer au bon déroulement de la campagne de vaccination paraît des plus pertinent pour qui refuse d'accepter la marche de ce monde.* » Il se termine en disant : « *Plus que jamais, à celle et ceux qui attaquent ET qui ne veulent pas recréer un monde aussi pourri que*

Cette intensification du conflit historique dans le sud du territoire chilien est en train de se passer au moment même où l'État traverse une période de modification législative avec son projet de nouvelle constitution destinée à calmer les ardeurs insurrectionnelles de la révolte de l'année 2019-2020, tout en profitant de la pandémie mondiale pour forcer d'importants pans de la société à marcher au pas, et semble soudain saper les souhaits de pacification et d'intégration qui animent la classe politique et son nouveau pendant citoyen issu de la contestation.

Au cœur d'un territoire conflictuel

« *[Les indigènes] chiliens ne voulurent se soumettre à aucun roi. Leur âme orgueilleuse et vaillante ne saurait reconnaître aucune domination ni seigneurie. [...] Pour cette même raison, non seulement ils résistèrent à la domination de l'Inca, mais ils n'ont jamais voulu admettre un roi, ni un gouverneur, ni même une Justice de leur nation. Ils ont toujours fait prévaloir entre eux la voix de la liberté et n'acceptèrent aucune sujétion de leur impatience naturelle. C'est pour cela que chacun d'eux suit son propre chemin, ou que chaque famille ou clan suit le sien, choisissant parmi eux le plus digne ou le plus vieux pour qu'il les gouverne. Les autres l'acceptent alors, mais sans domination, oppression ou vasselage.* »

Voilà ce qu'écrivait le missionnaire jésuite Diego de Rosales dans son *Histoire générale du royaume du Chili* en 1674, rédigée en pleine guerre opposant les mapuche à l'envahisseur espagnol. Devançant la colonisation hispanique, l'empire de l'Inca avait en effet déjà tenté en vain entre 1479 et 1485 de conquérir ces communautés féroce-ment autonomes au sud-ouest du continent, à cheval entre ce qui constitue aujourd'hui le territoire des États argentin et chilien. Dès 1536, une bataille opposa ainsi près du confluent des rivières Ñuble et Itata l'expédition royale espagnole menée par Diego de Almagro à des groupes de mapuche bien organisés, ce qui inaugura ce que l'historiographie nommera la *guerre d'Arauco* : un conflit interminable, avec des intensités variées, opposant les communautés mapuche aux différents envahisseurs et États jusqu'en 1883, lorsque la résistance s'effondra et que la région fut finalement occupée de force.

La particularité de la tactique employée par les combattants mapuche consistait non seulement à déployer une mobilité qui ne cessa de surprendre l'ennemi, mais aussi à raser

systématiquement au sol les villes établies par le colonisateur. Le 11 septembre 1541, ils incendièrent par exemple la ville de Santiago, puis réussirent à détruire entre 1599 et 1604 les sept villes les plus importantes établies par la Couronne espagnole au Chili. Face à l'impossibilité de conquérir les territoires mapuche, cette dernière décida alors d'ouvrir des négociations qui menèrent à une série de traités qui ne furent respectés qu'occasionnellement par les deux côtés, en alternant avec des épisodes d'affrontements. Cette hostilité permanente, l'absence ou le rejet d'institutions capables d'instaurer un ordre « intérieur » sur l'ensemble des communautés mapuche comme d'engager des accords « extérieurs » avec l'État colonisateur, une géographie spécifique moins favorable à la croissance d'un pouvoir centralisateur, permirent aux communautés mapuche de préserver une autonomie vivante pendant de longs siècles.

En 1818, la République du Chili déclare finalement son indépendance au bout d'une longue guerre contre les armées de la métropole, et maintient pendant quelques décennies ces mêmes rapports ambivalents avec les communautés du sud de son territoire. Puis, en 1861, le nouvel État chilien donne au colonel Saavedra le commandement d'une expédition visant à pacifier définitivement ces territoires lors d'une énième révolte de mapuche, inquiets face à l'augmentation du nombre de colonisateurs venus s'emparer des terres par la ruse ou la violence. Cette mise au pas sera menée par un corps militaire sanguinaire qui réussira, au bout de vingt-deux ans de campagne, à briser la résistance mapuche et à détruire l'autonomie des communautés. Ce volet militaire allait bien entendu de pair avec un aménagement des territoires, l'octroi de vastes terres à des colons chiliens et européens, l'extension urbaine, puis la construction d'infrastructures routières afin de faciliter l'exploitation des ressources agricoles et forestières. De son côté, l'État argentin lança à son tour une campagne similaire afin de conquérir les territoires du sud de son côté des Andes. Nommée « conquête du désert », elle commença en 1878 pour se conclure en 1885. Comme au Chili, elle s'apparenta à un véritable génocide : de nombreuses communautés indigènes (mapuche mais pas que) furent exterminées, et leurs survivants dispersés ou soumis. Du côté chilien, certains chiffres parlent ainsi d'une population d'un demi-million de mapuche réduite à quelques dizaines de milliers lors de cette « pacification ».

Malgré cet immense traumatisme, les territoires mapuche continuèrent régulièrement à être le théâtre de révoltes et de soulèvements. En 1934 par exemple, des paysans mapuche

le précédent, fusse-t-il moins technologique. Aux autres, qu'elles sachent que je n'ai pas de combat commun avec des patriotes ou des réactionnaires, même si nous avons visiblement parfois les mêmes cibles. Un salut à Boris, et aux autres maintenu.es dans des geôles pour leur amour de la liberté. »

14/6, Toulouse (France).
En Haute-Garonne, la vitre d'un cabinet d'huissier et celle d'une agence immobilière adjacente sont brisées dans la nuit. « *Solidarité avec les expulsé.es ! Vive le squat ! Vive la nuit ! Vive le vandalisme !* » conclut le communiqué.

15/6, Anvers (Belgique).
Un fourgon et un petit camion des services de la Ville sont incendiés. Un hangar de la ville, attenant est aussi touché par les flammes, dans ce *Parc Nord* qui a fait l'objet d'une vaste opération de réaménagement urbain.

15/6 Pithiviers (France).
Dans le Loiret, plusieurs câbles d'un point de mutualisation de la fibre optique sont sectionnés dans la nuit. La panne sème la pagaille chez les commerçants de la ville : impossible de prendre les paiements en carte bancaire, ni de recevoir les appels des clients.

16/6, Cologne (Allemagne).
Vitres fracassées et jets de peinture chez un bureau du promoteur immobilier *Engel & Völkers*, revendiquée en solidarité avec le squat *Rigaer94* à Berlin.

16/6, Bielefeld (Allemagne).
Vitres fracassées chez un bureau immobilier d'*Engel &*

Völkers, en solidarité avec le squat Rigaer 94 et « *contre la ville des riches* ».

17/6, Toulouse (France).
En Haute-Garonne, trois véhicules sont incendiés dans la nuit : une Tesla, une de l'entreprise de BTP *Socorep*, et une de l'installateur de réseaux télécom (dont la 5G) *Scopelec*. « *Nous voulons mettre fin à l'extension de cette civilisation gerbante. Que ces flammes se propagent et notre anarchie avec ! Soutien avec B. inculpé pour l'incendie d'antenne relais* » précise le communiqué.

17/6, Leipzig (Allemagne).
L'entrée de la *Maison de la Protection Judiciaire de la Jeunesse* est incendiée à l'aide de quelques pneus. C'est « *aussi un acteur de la pacification des individus rebelles, notamment des délinquants juvéniles habituel. le.s, comme nous* », précise la revendication.

19/6, Grigny (France).
En Essonne, une fourgonnette et un camion de la municipalité partent en fumée dans la nuit. L'avant-veille, un autre véhicule des autorités locales avait déjà connu le même sort, dans cette ville où la mairie est en train de développer vidéosurveillance et police municipale.

19/6, Gênes (Italie).
Attaque incendiaire contre cinq armoires de data-servers et l'antenne-relais 5G du *Pôle Technologique Erzelli*, ainsi que contre le pylône à haute tension adjacent de Terna. Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité a dû couper le courant dans une zone. La revendication développe une critique de la technologie en passant

de Lonquimay se révoltèrent en formant des bandes insurrectionnelles armées qui marchèrent sur Temuco, la capitale de l'Araucanie. Le gouvernement envoya alors un régiment entier, soutenu par des mercenaires de communautés vendues au *winka* (« usurpateur ») afin d'écraser les insurgés. Encerclés sur le domaine de Ránquil par les forces gouvernementales, près de 500 d'entre eux furent massacrés et des centaines d'autres faits prisonniers. C'est cette histoire de révoltes et de soulèvements qui tisse jusqu'à nos jours une riche trame de résistances, où celles d'aujourd'hui continuent de puiser inspiration et orgueil. On pourrait même dire qu'une partie de l'identité « mapuche » contemporaine – qui est elle-même déjà un dépassement abstrait, voire politique (dans le cadre du projet de lutte de libération nationale), de la diversité et de la non-homogénéité des différentes communautés et individus, acceptée seulement assez récemment –, repose sur cette mémoire de révolte permanente qui a commencé contre les invasions des armées de l'Inca et court jusqu'aux hostilités actuelles contre les entreprises extractivistes et l'État chilien.

De la dictature de Pinochet au régime démocratique

Au cours de la période d'agitation sociale qui a précédé le putsch militaire de Pinochet de 1973 contre le régime d'Allende, différentes organisations de la gauche révolutionnaire se mirent en contact avec les terres du sud, et notamment au sein de quelques communautés mapuche survivant à l'écart. Ces organisations portaient un discours assez classique de répartition des terres en faveur des communautés très appauvries, faisant fi de toutes les différences les caractérisant afin de mieux les assimiler à la catégorie de « prolétariat agricole ». Sur place, de nombreux mapuche avaient d'ailleurs déjà quitté des terres devenues trop réduites pour subvenir à leurs besoins, en allant grossir les rangs du prolétariat urbain des grandes villes chiliennes.

De façon générale, si le régime social-démocrate d'Allende procéda effectivement à quelques répartitions de terres sous l'égide de l'État, y compris en faveur des communautés mapuche, la dictature de Pinochet prit à l'inverse l'habitude d'offrir d'immenses domaines aux fidèles serviteurs du régime, en piétinant leurs éventuels habitants (quels qu'ils soient). D'autres amis du régime, comme des officiers français, des anciens nazis allemands réfugiés en

Amérique-Latine, des chefs d'entreprises internationaux, de hauts responsables ecclésiastiques, etc. reçurent également des terres pour services rendus. Avec les agro-exploitants, tous allaient vite former cette couche dirigeante particulièrement odieuse du sud du Chili, dont le mépris, voire la haine, pour les mapuche et les pauvres en général est resté un de leurs signes distinctifs jusqu'à aujourd'hui, malgré les quelques couches de « démodocratie » et de « droits des peuples indigènes » qui se sont rajoutées par la suite.

A partir des années 80, de nombreux investissements internationaux ont commencé à confluer vers le Chili dans le cadre d'une course toujours plus frénétique pour exploiter les matières premières. Déjà premier exportateur mondial du cuivre, ce pays va ainsi accueillir de grosses multinationales attirées par les conditions néolibérales particulièrement favorables à l'exploitation des ressources. Au sud du Chili, c'est surtout l'industrie forestière qui s'étend, tandis qu'on assiste du côté argentin à une ruée sur les minerais des Andes. Avec la transition chilienne vers un régime démocratique qui s'amorce à la fin des années 80, l'exploitation de ces ressources ne va pas baisser, mais bien au contraire s'accélérer : de vastes plans de constructions de barrages pour faire tourner les turbines de centrales hydroélectriques sont ainsi lancés et réalisés, poussant même le vice jusqu'à la construction de centaines de « mini-centrales » disséminées un peu partout sur le territoire. De son côté, l'industrie forestière continuera de ravager les terres en plantant de vastes monocultures de pins et d'eucalyptus, asséchant les terres, pompant l'eau des nappes phréatiques en engendrant de véritables « déserts » dépourvus de diversité végétale. Le Chili se transformera aussi au fil du temps en un des plus grands exportateurs mondiaux de graines de plantes génétiquement modifiées.

Du côté mapuche, la transition démocratique de l'État chilien fera adopter en 1993 une « *Loi Indigène* » visant à réancrer les différentes communautés au sein des institutions, tout en les rendant plus dépendantes encore de l'économie nationale. Cette loi s'inscrivait ainsi classiquement dans la perspective de l'idéologie du développement et du progrès, saupoudrée d'une volonté de leur faire bénéficier des bienfaits sociaux de la société moderne capitaliste. Elle prévoyait également une représentation légale des mapuche au niveau national comme international, ce qui engendra bien entendu toute une bureaucratie locale récitant la chanson des « droits des

au crible le *Plan national de relance et de résilience* lancé par le gouvernement italien et conclut par « *Solidarité combattive internationaliste avec les prisonniers de la guerre sociale ! Pour l'anarchie !* ».

20/6, Mont-d'Origny (France). Dans l'Aisne, le réseau internet de téléphonie fixe est saboté à plusieurs endroits : pour le premier à coups de pinces contre la fibre optique, et pour le second en grimant directement aux poteaux pour le sectionner. Les habitants resteront dix jours sans connexion.

21/6, Hambourg (Allemagne). Jets de pierre contre les vitres de l'entreprise *Eurocommand*, développeur de logiciels de surveillance, action revendiquée en solidarité avec le squat Rigaer94 et avec Lina, incarcérée à Leipzig et accusée d'avoir organisée notamment des attaques contre des nazis.

24/6, Eure (France). En Drôme, les câbles d'alimentation, de signalisation et de fibre le long de la ligne de TGV sont incendiés à quatre endroits différents dans une zone de 100 mètres carrés. La circulation des TGV est fortement impactée pendant plusieurs jours. Selon la SNCF, les dégâts sont très importants et le préjudice du sabotage s'élèverait à « *plus d'un million d'euros* ».

27/6, Ramonville-Saint-Agne (France). Un communiqué revendique l'attaque incendiaire contre le poste de transformation de Lespinet (63kV) début juin en Haute-Garonne. « *Ce petit poste de transformation parce qu'il fallait bien commencer quelque part. Parce que ces structures sont*

des nœuds sensibles du réseau électrique. Parce que l'électricité nous apparaît aujourd'hui comme le sang de la civilisation. Parce que nous sommes prisonniers de l'empire humain. Si bien que même en cherchant à s'évader en contemplant les étoiles les satellites nous pourchassent. Parce qu'elle nous aveugle, nous voulons éteindre la lumière civilisée. »

Cependant, il précise aussi que malgré 2 pneus remplis de tissus imbibés d'essence placés au niveau des ventilateurs, « l'installation fonctionne toujours, un seul transformateur sur 3 est un peu noirci par les flammes et on ne sait pas s'il est hors-service. [...] Nous ne savons pas pourquoi ça n'a pas marché: peut-être une intervention rapide des pompiers, une quantité insuffisante de matériel à cramer ou plus globalement une mauvaise méthode. »

JUILLET 2021

1/7, Athènes (Grèce).

Des milliers de soleils dans la nuit revendiquent l'attaque incendiaire contre le concessionnaire *Ford* dans le quartier de Gyzi. Au moins deux véhicules et la façade ont brûlé. La cible, un des principaux fabricants américains de voiture, a été choisie en souvenir des révoltes après le meurtre de Georges Floyd aux États-Unis. « *L'anarchie ou rien* », conclut la revendication.

2/7, Saarlouis (Allemagne).

La police publie un avis de recherche afin de retrouver l'incendiaire possiblement responsable pour plusieurs sabotages incendiaires. Les premiers datent du 30 mai, visant trois antennes-relais à quelques kilomètres de distance. Puis, le 8 juin, rebelote contre deux armoires de distribution téléphonique à

peuples indigènes » à l'intérieur de l'État, afin de mieux s'opposer à toute lutte radicale.

A partir des années 90, des organisations politiques mapuche en phase avec les partis politiques de gôche resurgissent sur le devant de la scène multipliant alors d'un côté les interpellations politiques, et d'un autre les « occupations symboliques » de terres traditionnelles. Plutôt que de véritables actions directes, il s'agissait au fond d'actions visant à exercer une pression afin d'obtenir des résultats plus favorables lors des négociations avec l'État, soit une sorte de syndicalisme indigène. Ce mécanisme va engendrer petit à petit au sein des communautés mapuche toute une couche de politiciens plus ou moins clientélistes, de bureaucrates entremetteurs, de fins connaisseurs des manœuvres para-étatiques pour se remplir ses poches, etc. : soit toute une gangrène politique qui ronge parfois jusqu'à aujourd'hui les communautés et la lutte.

Le projet de libération nationale mapuche et la naissance de la CAM

Vers le milieu des années 90, à côté de ces actions de récupérations symboliques de terres axées sur la négociation, d'autres commencent aussi à se produire en empruntant plus franchement le caractère de l'action directe, comme celles récupérées par les communautés Juana Millahuel et Pascal Coña, au sein desquelles différents groupes de lutte vont émerger. Ce type d'expériences servirent ainsi clairement d'entraînement au combat pour les futurs *weichafé*. Dans ce contexte plus agité, certains militants d'organisations de lutte armée¹ qui avaient combattu contre la dictature et continué lors de la transition, reviennent ou s'installent dans les terres mapuche. Ils participeront à élaborer un projet de « libération nationale mapuche », qui sera l'axe central de l'organisation la plus connue : la *Coordinadora de Comunidades en Conflicto Arauco Malleco (CAM)*.

Le 1er décembre 1997, trois camions appartenant à une entreprise forestière sont incendiés sur un domaine à Lumaco. Cette action marquait une telle rupture avec les pratiques jusque-là employées au sein des communautés mapuche en lutte, que leurs organisations politiques pensèrent qu'il s'agissait plutôt d'une action accomplie par un groupe de lutte armée non-mapuche. Ce fut pourtant à travers cette attaque que la CAM se fit connaître publiquement, et illustra, dans les faits, son projet. Elle affirma

l'abandon de toute voie d'intégration institutionnelle en préconisant l'emploi de la « violence politique » pour conquérir et défendre l'autonomie des communautés mapuche.

Il faut préciser ici que dès le départ, le projet de « libération nationale mapuche » exprimé par la CAM ne consista nullement en la construction d'un État mapuche, ni à une représentation institutionnelle centralisatrice de toutes les communautés. Il consiste plutôt à reconstruire une « nation mapuche », entendue comme un tissu culturel et social commun entre les différentes communautés, à retrouver une cosmovision liée à des coutumes sociétales et spirituelles constitutives d'un rapport spécifique (non-productiviste et non-objectiviste) avec la faune et la flore, à préserver la langue mapuche (le *mapudungun*) et les mondes qu'elle exprime, ainsi qu'à l'autonomie complète des communautés mapuche face à toute tutelle. A l'image de ce premier sabotage incendiaire à Lumaco, le projet de la CAM se veut radicalement anti-capitaliste et anti-développement (contre l'extension de l'agro-industrie, des infrastructures énergétiques industrielles, les mines, etc.) et préconise un autre rapport à la propriété (plus communautaire) que celui capitaliste.

Cependant, il faut également insister sur le fait que cette autonomie n'est pas synonyme d'absence de toute autorité (communautaire, familiale ou religieuse), et que les expériences communautaires mapuche ne sont en ce sens pas une « version indigène » de l'autogestion libertaire, et ne prétendent de toute façon pas l'être. Même s'il s'agit de formes sociétales qui ne préconisent pas la conquête d'autres communautés, qui n'aspirent pas à établir une domination sur d'autres, qui entretiennent un rapport différent avec la nature, qui ne visent pas une croissance matérielle illimitée mais plutôt une « autarcie durable », cela n'empêche pas que, comme dans toute structure sociétale, les individus qui ne rentrent pas dans certains cadres ou qui ne sauraient accepter certaines formes de hiérarchie sociale s'y trouvent en conflit. Mais peut-être faudrait-il là, et sans jamais cautionner ni relativiser des oppressions, s'interroger sur le fait que la liberté telle que nous la désirons comme fondement et seule référence dans l'agir des êtres humains, n'implique pas aussi de changer un imaginaire peut-être trop universaliste vers un imaginaire plus ouvert à la diversité (fondée non pas sur la coercition

Hülzweiler, puis le lendemain deux postes de transformation électrique à Saarlouis. Au total, pas moins de neuf sabotages incendiaires visant des infrastructures critiques ont eu lieu dans la région en quelques semaines. Les actions ont provoqué des déconnexions et des coupures de courant plus ou moins conséquentes.

4/7, Schwalmstadt (Allemagne). Cinq engins de BTP sont sabotés sur le chantier de l'autoroute A49, pour laquelle la forêt Dannenrod a été rasée.

5/7 Notre-Dame-des-Landes (France).
En Loire-Atlantique, *Des esprits* sabotent la future bâtisse de l'École des Tritons sur l'ancienne ZAD en sciant ses poutres principales avant d'y mettre le feu, non sans avoir lacéré les tentes et structures de chantier sur place. Dans une longue revendication, ils détaillent le processus d'accaparement de la lutte, et de la vie qu'elle sous-tend, par les opportunistes qui se sont empressés de normaliser la zone, avant de préciser notamment : « *Leur écologie de musée est un mensonge. Certain.e.s des vies libérées ont plus appris parmi les haies et les futaies de la zone qu'il n'en sera jamais enseigné sur les bancs auto-construits de leur école. Les véritables espaces d'apprentissages, illes les ont condamnés. Votre école, comme le reste, n'est qu'un rouage de plus pour fabriquer un monde à votre image. [...] Nous dédions cette action à toutes les personnes qui ont subi la logique délétère et répressive imposée par le CMDO et son monde.* »

5/7, Berlin (Allemagne). Un utilitaire du promoteur immobilier Vonovia part en

fumée. « *Contre la ville des riches* », conclut la revendication solidaire avec l'occupation du Rigaer94 à Berlin.

6/7, Pau (France).

Dans le Béarn, les fibres optiques de huit armoires d'*Orange* sont sectionnées en quelques jours, coupant l'accès à Internet à plus de 600 abonnés. Une trentenaire est arrêtée, qui aurait agi par vengeance après avoir été licenciée par un sous-traitant de ce même *Orange*.

7/7, Fumay (France).

Dans les Ardennes, l'étude des huissiers *Borgniet, Dupré et Daver*, est incendié au cours de la nuit. Le feu a ravagé une bonne partie du bâtiment.

8/7, Villejuif (France).

Dans le Val-de-Marne, un algéco de l'entreprise *Vinci* se fait éclater la devanture. Des passants supposent que « *cela a à voir avec l'implication de Vinci dans la construction de CRA et de taules* ».

8/7, Creil (France).

Dans l'Oise, un bâtiment dédié à la gestion de l'eau du groupe *Suez* est incendié. Les archives, les serveurs informatiques,... sont détruit par le feu. De nouvelles caméras de vidéosurveillance municipale, qui avaient fait l'objet de tirs de mortier plus tôt dans la journée, venaient d'être posées sur le bâtiment.

11/7 Leipzig (Allemagne).

Attaque incendiaire contre des véhicules de la *Deutsche Post* sur le parking de cette entreprise souvent visée pour les services logistiques qu'elle fournit à l'armée allemande. Deux sont complètement détruits, d'autres endommagés. L'attaque intervient la veille d'une manifestation contre l'élargissement de l'aéroport de

et la domination, mais sur l'autonomie et la liberté). Bref, il s'agit d'un vaste débat, mais ce qu'on veut souligner ici, est qu'il est peut-être possible de concevoir la lutte contre l'État et le capital telle qu'elle est menée aujourd'hui au Wallmapu comme une expression réelle et indéniable de la liberté, même si elle n'est d'évidence pas une expression de l'anarchie et se trouve également traversée par des déterminismes politiques empruntés au gauchisme, à un leaderisme qui nuit à l'autonomie ou à des logiques d'alliances politiques, etc.

Pour en revenir au projet de « libération nationale mapuche », la CAM l'a principalement construit autour de la conquête et de la défense de l'autonomie des communautés ainsi du dit « contrôle territorial ». C'est-à-dire non seulement en limitant et en contrant l'influence et l'ingérence de l'État chilien et ses institutions, ou celles de l'économie capitaliste et ses entreprises au sein des communautés, mais aussi en développant des structures autonomes alternatives (pour la santé, l'éducation, la résolution de conflits,...) et en soutenant tout type d'activité culturelle qui approfondit et reconquiert la cosmovision mapuche. Tout cela incluant en même temps un conflit direct contre tout ce qui fait obstacle à cette autonomie, soit une lutte violente et sans médiation contre les entreprises forestières et agro-industrielles, les entreprises énergétiques, les latifundistes, etc. Au niveau tactique, cela a donné d'un côté de longues séries d'attaques incendiaires contre les installations des entreprises forestières, agro-industrielles et énergétiques, et en même temps des occupations de terres.

A partir de 2002, face à l'escalade d'actions directes menées par des groupes proches de la CAM, mais aussi par toujours plus de communautés mapuche qui se sont déclarées « communautés en conflit », l'État chilien va déclencher une vaste campagne contre-insurrectionnelle pour y répondre, nommée « *Paciencia* ». C'est dans ce cadre qu'un sympathisant de la CAM, Alex Lemún (17 ans), sera assassiné par des carabiniers lors d'une récupération de terres au détriment de l'entreprise forestière *Mininco* en novembre 2002 à Ercilla. Cet assassinat sera suivi d'une opération répressive au cours de laquelle une dizaine de cadres de la CAM sont arrêtés et accusés sous la loi anti-terroriste. Les territoires mapuche sont alors militarisés avec une augmentation de la présence de forces policières et paramilitaires comme le « *Commando Hernán Trizano* », qui commence à lancer une « guerre sale » à coups de séquestrations

et d'assassinats. Les expulsions de terres occupées s'intensifient, et de plus en plus de *comuneros* mapuche (habitants des communautés) font l'objet de procédures judiciaires, d'arrestations et d'incarcérations. Dans un même mouvement, selon la technique de la carotte et du bâton, l'État chilien tente de séduire certaines communautés avec des projets d'intégration et de soutien, des plans sociaux, des projets de développement et d'investissements par des entreprises privées, ainsi que des négociations autour de terres disputées en échange d'un renoncement à la violence et à la résistance. Afin d'isoler les « intransigeants » et les communautés en lutte, l'État instaure également des « zones rouges » dans lesquelles l'accès est régulé voire interdit (pour les non-habitants), en faisant l'objet d'une surveillance militarisée.

A cette période, et pas plus qu'aujourd'hui, bien que porteuse d'un projet se voulant fédérateur, la CAM n'était pas la seule expression de la lutte mapuche. Il existait déjà une vaste hétérogénéité non seulement au niveau général de la lutte (avec des « communautés en conflit » côtoyant d'autres penchant vers un peu plus d'institutionnalisation, ou certaines organisations politiques mapuche prônant plutôt l'inclusion culturelle et professant des discours victimistes, etc.), mais également au sein même des secteurs les plus radicaux. Cela a donné à maintes reprises des conflits, des distanciations et des scissions entre la CAM et certaines communautés ou autres groupes, concernant autant les tactiques de lutte que les contenus du projet de résistance mapuche. Il faut dire qu'avec la distance et avec des situations qui sont souvent très liées à des enjeux locaux précis, à l'intérieur d'un mouvement de lutte prônant lui-même l'hétérogénéité et l'autonomie comme des valeurs éthiques pour rejeter régulièrement les tendances plus centralisatrices (la CAM en a aussi fait les frais lorsqu'elle tendait vers une centralisation de la résistance), il nous est ici impossible d'esquisser un tableau complet des divergences et des débats qui ont traversé et traversent les expressions radicales de la lutte. Des divergences qui, à notre avis, ne sont pas des points de faiblesse, mais souvent des signes d'une vitalité tendant vers plus d'autonomie.

La radicalisation du conflit à partir des années 2008

En quelques années, cette militarisation a poussé une partie des communautés à se déclarer « en conflit » de gré ou de force, augmentant par là-même le nombre

marchandises, où la *Deutsche Post* a implanté un grand centre de distribution.

13/7, Athènes (Grèce).

La *Cellule Mauricio Morales des Cellules d'Action Directe* revendique plusieurs attaques incendiaires qui ont eu lieu en juin : contre le domicile de l'officier de la police Harambalos Kalogiros à Ilioupoli, contre deux fourgons de la société de transport ACS à Kipseli (« *qui a viré un employé malade en mars 2020* »), contre un véhicule de la société Intracom à Zografou (« *une multinationale spécialisée dans les domaines de l'IT, les projets de construction complexe [comme les champs d'éoliennes] et l'électronique de défense* »).

13/7, Fort-de-France (France).

Quelques heures après que le Président ait annoncé le pass sanitaire sur tout le territoire, et en même temps un retour de l'état d'urgence dès le lendemain pour les colonies françaises de La Réunion et de la Martinique, avec couvre-feu et retour des attestations nocturnes, des manifs se sont déroulés pour le braver dans la capitale Fort-de-France. Le samedi 17 juillet, l'une d'elles se prolonge en affrontements avec la police toute la nuit : bijouteries pillées, commissariat défoncé, incendie de voitures et de l'agence EDF, et tentative d'incendie du Palais de Justice...

13/7, Boulogne-sur-mer (France).

Dans le Pas-de-Calais, la fibre optique d'une armoire télécom est sectionnée, coupant l'accès à Internet pendant au moins dix jours dans le quartier Beaufort.

13/7, Lachapelle-sous-Aubenas (France).

En Ardèche, le poste électrique

de RTE fait l'objet d'une attaque incendiaire au cours de la nuit. Selon l'entreprise nationale, l'attaque n'aurait cependant entraîné aucune de coupure de courant.

14/7, France.

La veille et la nuit de la fête nationale, 673 voitures ont été incendiées. Des affrontements avec les forces d'ordre ont émaillé tout le territoire. Tirs de mortiers visant les flics (Paris), jets de pierre contre le commissariat (Pontault-Combault, 77), guet-apens (Combs-la-Ville, 77), incendie de bus (Saint-Nazaire, 44, et Bron, 69), attaque au molotov et mortier contre le commissariat (Nice, 06).

15/7, Grenoble (France).

En Isère, une camionnette-nacelle de la société de télécom *Scopelec* est incendiée dans la nuit. « *Un pitit boum contre cette entreprise qui participe à l'extension du contrôle technologique en installant des réseaux télécom (fibre optique, 5G etc.). L'instauration d'un pass sanitaire est une pierre de plus pour la construction de « villes intelligentes », de surveillance et de traçage.* » Le communiqué termine en envoyant sa « *solidarité avec Boris enfermé pour l'incendie de deux antennes-relais !* ».

16/7, Versailles (France).

Dans les Yvelines, la porte d'entrée de la permanence du député *LREM* de la ville est fracassée au cours de la nuit.

17/7, Paris (France).

Une camionnette d'Enedis est incendiée. « *Les ennemis de l'autorité ressentent de plus en plus la nécessité de s'en prendre au réseau de distribution d'électricité, un élément indispensable de cette société,* » précise *Sans foi ni loi, ni Pass* dans la revendication, qui

de foyers de lutte et les actions de sabotage. Pour faire face à une répression anti-terroriste ciblée contre les groupes de sabotages, mise au point par les forces policières conjointement avec les services de renseignements chiliens, de nombreux *comuneros* ont aussi peu à peu été contraints à la clandestinité, et la CAM elle-même a dû s'y résigner, ce qui a impliqué selon ses propres dires, de considérables revers opérationnels². Elle mettra alors plusieurs années pour réadapter son organisation aux conditions d'une clandestinité assez rigoureuse et à une compartimentation stricte.

Le 3 janvier 2008, la communauté en conflit Lleupeco de Vilcún, va occuper des terres du domaine Santa Margarita, propriété de Jorge Luchsinger. Comme à de nombreuses autres occasions, des *weichafé* de la CAM se joignent alors aux *comuneros* et *comuneras* afin de mener ensemble l'action à bien. Vu qu'il s'agissait de terres traditionnelles revendiquées, ce domaine était placé depuis quelques temps sous protection policière, et c'est lors de l'occupation qu'un carabinier tua le *weichafé* Matías Catrileo. Proche des cercles anarchistes de la capitale chilienne, Catrileo était né dans une famille de la classe moyenne (avec un père d'origine mapuche) avant de décider de rejoindre la lutte dans le sud du pays au sein de la CAM. Suite à son assassinat, les incendies de terrains exploités par les entreprises forestières se multiplièrent, tout comme les attaques contre leurs engins. Dans les villes mêmes, des manifestations tournèrent également en affrontements très violents. A Santiago et ailleurs, de nombreuses attaques incendiaires et explosives contre des cibles étatiques et capitalistes, revendiquées par des anarchistes, des mapuche ou des anticapitalistes autonomes, firent allusion à la mort du *weichafé* dont le parcours soulignait l'intensification des échanges entre anarchistes, anticapitalistes autonomes et mapuche³. Dans la capitale, un inconnu tira aussi contre un ingénieur-gérant responsable d'un barrage hydro-électrique dans le Wallmapu alors qu'il sortait de chez lui : tant au sud que dans les villes chiliennes, le conflit mapuche alla clairement vers une extension. Quelques mois après l'assassinat de Matías Catrileo, c'est dans le quartier périphérique de Pudahuel à Santiago qu'un second anarchiste mapuche, Johnny Cariqueo Yañez, mourra, cette fois suite à un tabassage par la police, ce qui donna à nouveau lieu à de nombreuses attaques vengeresses dans la capitale et ailleurs.

Au sein de la CAM, la mort de Catrileo et l'extension du conflit qui s'en suivit générèrent de vastes débats sur la viabilité des tactiques préconisées jusque-là, finissant toujours principalement par tourner autour de la question de « l'action de masse », c'est-à-dire les récupérations de terres soutenues par des actions de sabotage. Ces occupations « de masse » exposaient par exemple les participants à une féroce répression, qui pourrait devenir plus mortelle avec la hausse du conflit en cours. Face aux réactions toujours plus armées des propriétaires et des carabinieri, il n'existait de même ni préparation, ni l'armement nécessaire au sein des communautés pour y répondre de façon massive. C'est alors que tout en continuant ces « actions de masse », la CAM opta pour la création de groupes spécifiques, nommés *Órganos de Resistencia Territorial* (ORT). Dédiés à la préparation physique, mentale et militaire des *weichafé* afin de devenir en quelque sorte les noyaux d'une guérilla armée, les ORT furent d'emblée conçus comme des entités autonomes au niveau logistique et de prise d'initiative, tout en étant bien entendu liés au projet général de la CAM. Cette autonomie et compartimentation devait aussi offrir une protection supplémentaire contre le renseignement et la répression. On peut également souligner que les ORT et les autres groupes disposent généralement d'un armement assez rudimentaire, consistant principalement en fusils de chasse et pistolets, voire en carabines artisanales, et que ce n'est que très récemment que des fusils d'assaut ont fait leur apparition lors des sabotages. De même, il n'y a eu que peu d'actions avec emploi d'explosifs, et celles-ci datent de ces dernières années afin de viser des infrastructures énergétiques ou de télécommunication.

À partir de 2009, les ORT de la CAM furent à même d'augmenter le nombre et la qualité des attaques contre les structures des entreprises forestières et hydro-électriques, ainsi que contre les domiciles et propriétés des latifundistes situés sur les territoires disputés par les communautés. La continuité de leurs actions, combinée avec un processus de « contrôle territorial » exercé par les communautés en conflit qui occupaient les terres de façon plus durable (en y construisant des habitations, en y organisant agriculture ou élevage, etc.), commença à déstabiliser sérieusement les structures de la domination étatique et capitaliste dans plusieurs zones du Wall-mapu.

se conclut en envoyant « *une pensée pour toutes les personnes qui luttent contre l'autorité, l'exploitation et la dévastation de la nature.* ».

18/7, Volos (Grèce).
La *Cellule d'Action Directe Vassilis Maggos* revendique l'attaque incendiaire contre les transformateurs du poste électrique de la cimenterie AGET (filiale de *LafargeHolcim*) à l'intérieur du site. « *L'usine AGET est un fléau pour la ville de Volos.* ». La revendication conclut : « *Et même si nous ne gagnerons jamais, nous nous battons toujours !* »

18/7, Gênes (Italie).
Des anarchistes pour la destruction de l'existant revendiquent l'incendie de deux antennes-relais. « *Les flammes que nous avons libérées la nuit dernière, pour incendier ces deux appendices de la domination, nous voulons les dédier à Carlo [Giuliani, assassiné par la police lors du G8 à Gênes en 2001] et à tous les rebelles et les révolutionnaires qui sont morts, à travers le monde, en luttant pour la liberté, l'égalité et la justice sociale. [...] Pour l'Internationale noire !* »

20/7, Osnabrück (Allemagne).
Une antenne-relais est incendiée sur le site du complexe administratif abritant le commissariat et le centre d'impôts.

20/7, Pozzallo (Italie).
Lors d'une révolte incendiaire des migrants enfermés dans le *Hotspot* de l'Union européenne, le bâtiment principal est détruit. 36 migrants ont réussi à s'évader, dont 7 ont été repris assez rapidement.

21/7 Kleinbremen & Sibbesee (Allemagne).

Dans le village de Kleinbremen (Porta Westfalica), la voiture de Julia Czaja, responsable de la *Artgemeinschaft*, une organisation païenne néonazie, est incendiée devant son domicile. Dans le village de Sibbesee (Basse-Saxe), le domicile du néonazi Oliver Bode est attaqué avec du feu et de la peinture. Bode fait partie de l'association d'extrême-droite *Nordwelt*, qui distribue activement la propagande de l'*Artgemeinschaft*. En Allemagne, de plus en plus de néonazis essaient de s'installer dans les petits villages des campagnes allemandes et d'y construire un tissu associatif d'extrême-droite, teinté de communautarisme, d'écologie et de conservatisme.

22/7, Creuse (France).

La presse évoque plusieurs sabotages d'engins forestiers. Au début du mois, une récolteuse aurait été dégradée à Saint-Junien-La-Brègère, puis une machine de type abatteuse incendiée à Saint-Pardoux-Morterolles. Dans plusieurs villages du coin, des tags « *Assassins de la forêt* » sont apparus sur des panneaux de chantiers et des bâtiments communaux. Depuis le début de l'année, l'exploitant forestier *Lafaye* (Bugeat) a été visé à deux reprises par des sabotages de son matériel en pleine forêt. D'autres exploitants ont également eu leurs engins tagués ou aux vitres cassées,...

22/7, Barcelonnette (France).

Dans les Alpes, les greens 1, 7 et 8 du golf du Bois Cheny sont ravagés à coups de pelle.

22/7, Berne (Suisse).

Un véhicule de l'entreprise *Contrafeu*, une filiale de *Securitas*,

Face à cette offensive, la réponse étatique ne se fit une nouvelle fois pas attendre, avec cette fois des escadrons militarisés faisant des descentes dans des communautés en conflit, non seulement dans les zones d'Arauco et de Malleco mais aussi à Ercilla, Collipulli, Vilcún et dans les environs de Temuco, afin de « *démanteler les écoles de guérilla* » et les « *foyers du terrorisme rural* ». Vers la fin de 2009, 80% des cadres de la CAM se retrouvèrent ainsi derrière les barreaux, et une partie de la lutte allait désormais se concentrer sur la libération des « *prisonniers politiques mapuche* », tandis que la répression incessante ne cessait de provoquer de vastes débats au sein de la lutte mapuche, ainsi qu'à l'intérieur de la CAM même. D'après conflits éclatèrent, des prises de distance se succédèrent et des scissions se produisirent.

Scissions et autonomies de lutte

En 2010, l'État chilien proposa finalement un « *espace de dialogue* », auquel il convia l'ensemble des organisations politiques mapuche, y compris la CAM. Le but recherché était clairement de mettre fin aux hostilités en échange de miettes, comme l'octroi d'une autonomie locale très relative. Fort affaiblis, une partie des cadres de la CAM commencèrent alors à ouvrir la possibilité d'une négociation avec le gouvernement. Cette ouverture au dialogue avec l'ennemi au sein de la CAM donna lieu à de nouvelles importantes scissions. Opposés à une telle ouverture, des récalcitrants créèrent en 2010 le *Weichán Auka Mapu* (« *Lutte du territoire rebelle* », WAM), une organisation de guérilla mapuche qui allait déployer jusqu'à aujourd'hui une importante capacité de frappe tentaculaire visant de nombreuses expressions de la domination (y compris des attaques contre des églises, des temples protestants et des écoles, pratiques que la CAM ne manqua pas de qualifier de « *contre-productives* »). Contrairement à la CAM qui se conçoit comme une coordination de groupes organiques, la WAM se voit plutôt comme une « *alliance* » de différents groupes, et il existerait ainsi une influence anarchiste grandissante en son sein, grâce à la présence de compagnons et compagnonnes libertaires au sein de ses groupes d'action.

En 2011, une autre organisation vit le jour, nommée *Resistencia Mapuche Malleco* (RMM), exclusivement dédiée à la lutte armée, mais qui ne semble pas avoir de structure organique définie. L'organisation s'est fait connaître en abattant des pylônes à haute-tension à

l'aide de scies électriques, une pratique « nouvelle » au sein de la lutte au Wallmapu, Enfin, de l'autre côté de la cordillère des Andes, sur le territoire dominé par l'État argentin, naquit l'organisation *Resistencia Ancestral Mapuche* (RAM), plus proche du projet de la CAM.

En 2013, pour commémorer le cinquième anniversaire de l'assassinat de Catrileo, une attaque fut menée par un groupe de *weichafé* contre la villa du couple de propriétaires Luchsinger-Mackay (la famille latifundiste Luchsinger a une longue histoire d'usurpation des terres mapuche). A leur arrivée, Luchsinger sort immédiatement de la maison et ouvre le tir. Les assaillants le repoussent puis mettent le feu à la maison, où le couple mourra dans l'incendie. Si cette attaque ne sera revendiquée par aucune organisation existante, elle marqua clairement un pas supplémentaire dans les hostilités. Au cours de ces années-là, d'autres « types » d'actions moins habituelles commencent également à se répandre sous impulsion de différentes ORT, de différentes organisations (WAM et RMM) et d'autres groupes radicaux mapuche plus éphémères ou moins structurés. Il s'agit notamment d'attaques armées contre les carabiniers, d'embuscades de convois de bois et leur destruction incendiaire consécutive, d'attaques contre des domiciles de latifundistes ou d'exploitants, d'incendies d'églises, d'écoles ou de mairies, ainsi que de sabotages contre des infrastructures énergétiques comme les pylônes ou de télécommunications comme les antennes-relais de la zone. Cela n'empêche pas que les attaques contre les engins des entreprises forestières continuent, dont beaucoup ne sont pas revendiquées spécifiquement, où les assaillants se contentent souvent de laisser une simple banderole ou des tracts sur place avec quelques slogans. De temps en temps, des organisations comme la CAM ou le WAM revendiquent par voie d'un communiqué unique l'ensemble des actions réalisées par leurs groupes au cours d'une certaine période. Il faut aussi souligner que d'autres actions, notamment des blocages de route, mais aussi des rassemblements et des manifestations, se succèdent presque quotidiennement dans certaines parties du Wallmapu lors des périodes plus « chaudes ».

Si les ORT continuèrent à fleurir et à organiser un harcèlement permanent des entreprises capitalistes, la CAM se concentra donc pendant ces années-là sur la question des prisonniers politiques mapuche, et perdit en influence en faveur d'autres groupes radicaux mapuche, notamment à cause de sa prise de distance contre cer-

est incendié. « *Securitas tire profit de sa participation à la surveillance, au contrôle et à la violence à l'encontre des réfugié.e.s qui sont détenu.e.s ou 'hébergé.e.s' de force dans des camps fédéraux, des centres d'asile et des prisons pour personnes qui doivent être expulsées, comme le camp Bässlergut, à Bâle. [...] Pour un monde sans frontières et sans taulas* »

23/7, Saint-Lys (France).

En Haute-Garonne vers 10h du matin, le site du parking de la société de transport *Verdié* est incendié. Dix bus dédiés au transport scolaire partent en flammes et sont complètement détruits, trois autres sont endommagés.

26/7, Rome (Italie).

Deux voitures de gardiens de la section pour femmes de la prison de Rebibbia sont incendiées à l'aide de molotov.

26/7, Narbonne (France).

Dans l'Aude vers 23h, un incendie détruit les câbles le long de la voie ferrée entre Narbonne et Nissan-lez-Enserune. Les flammes endommagent aussi un local technique. Des centaines de trains sont impactés, dont l'arrêt total du trafic régional entre Toulouse et Montpellier ainsi que des fortes perturbations du trafic entre au départ de Paris et de Marseille vers Barcelone ou Toulouse.

26/7, Paris (France).

Trois molotovs sont lancés contre la façade et l'entrée de l'ambassade de Cuba. Depuis des semaines, des protestations et mobilisations contre le régime se succèdent dans ce pays.

28/7, Grande-Synthe (France).

Dans le Nord, des inconnus

pénètrent dans les ateliers des services municipaux au cours de la nuit, puis mettent le feu à ce bâtiment de 2700 m². Tout le matériel d'entretien de la ville et une trentaine de véhicules partent en fumée.

29/7, Mesnil-Amelot (France). Après une première évasion (une personne), puis une seconde (deux personnes), des sans-papiers enfermés au CRA de Seine-et-Marne se révoltent. Ils s'en prennent aux forces de l'ordre, allument quelques feux et montent sur les toits de cette prison pour étrangers.

31/7, Altena (Allemagne). Dans un parking souterrain en bas d'un immeuble abritant notamment le commissariat, deux véhicules de police sont incendiés dans la nuit. Le lendemain, un fourgon de police affecté au même commissariat et garé dans la rue subit le même sort.

AOÛT 2021

1/8, Athènes (Grèce). La *Cellule de violence insurrectionnelle des Cellules d'Action Directe* revendique l'attaque contre le portail d'entrée de la maison du journaliste/présentateur de télévision Giannis Pretenteris, un type infâme connu pour ses diatribes contre les anarchistes, les immigrés, les pauvres... L'attaque a été réalisée « *en solidarité avec les prisonniers politiques dans les prisons grecques. Un signe de solidarité avec les révolutionnaires non-repentis qui se trouvent dans les gèoles du Chili et de l'Italie.* »

4/8, Roubaix (France). Dans le Nord vers minuit et demi, deux molotovs sont jetés contre les fenêtres de l'*École Nationale de Police*.

taines pratiques (comme les incendies d'églises ou les attaques contre des personnes) et suite à des conflits avec certaines communautés en lutte.

Ce n'est qu'en janvier 2017 que la CAM recommença à revendiquer une attaque incendiaire contre des camions d'entreprises forestières, suivie d'une seconde quelques mois plus tard contre un convoi de l'entreprise *Trans-Cavaliéri* lors de laquelle 19 camions et 9 rampes pour bois furent détruits sur la route entre Temuco et Lautaro. Au cours de cette année 2017, c'est cependant la WAM qui fit preuve d'une plus grande vitalité et revendiqua plusieurs attaques et embuscades. En septembre, l'État chilien déclencha de son côté l'opération répressive baptisée « *Huracán* », conduisant à l'arrestation de huit personnes très connues de la résistance mapuche. Le procès finit par tomber à l'eau, et sera dénoncé comme un montage typique concocté par les services de renseignement chiliens. Du côté argentin, l'année sera marquée par l'assassinat de l'anarchiste Santiago Maldonado en août. Ce compagnon participait aux blocages de route que menait la communauté mapuche en lutte *Pu Lof* de Cushamen, lorsqu'il fut enlevé par des policiers, puis assassiné. Son cadavre ne fut retrouvé qu'en octobre, près de l'endroit d'où il avait été enlevé. Sa disparition et sa mort donna lieu à d'importantes mobilisations (dont une bonne partie puisait aux sources du victimisme et du droit-de-l'homme pour dénoncer « un abus » tout en taisant que Santiago était un compagnon anarchiste) et affrontements.

D'une autre tentative de pacification à la révolte de 2019

Quelques mois après son investiture en 2018, le nouveau président du Chili, Sebastián Piñera, présenta le « *Plan Impulso Araucanía* », le troisième projet gouvernemental en moins de dix ans pour tenter de pacifier les terres mapuche. Il convia à la table de négociations les représentants des organisations sociales et politiques mapuche, à l'exclusion de radicaux comme la CAM. Pendant que des négociations étaient entamées à Santiago avec les interlocuteurs raisonnables de la lutte, un nouvel escadron de carabiniers fut déployé dans le sud. Ayant reçu des entraînements en tactiques de contre-guérilla en Colombie, cet escadron que les mapuche vont vite nommer « *comando Jungla* » à l'instar de son confrère colombien, représenta une escalade de plus dans la militarisation des zones mapuche. Si les

différents gouvernements chiliens ont toujours nié avoir déployé l'armée en zone mapuche contre des civils, ils y ont par contre militarisé à outrance le corps des carabiniers, menant là une sorte de guerre larvée qui ne dit pas son nom afin de ne pas trop heurter les éventuelles sensibilités internationales, et surtout ne pas effrayer les investisseurs.

Le 14 novembre 2018, c'est le *comunero* Camilo Catrillanca, actif au sein de sa communauté dans la résistance mapuche, qui est assassiné à Temucuicui d'une balle dans la nuque par ce *commando Jungla*. La situation monte vite d'un cran en réaction : d'énormes manifestations de mapuche et de personnes solidaires virent à l'émeute à Santiago et dans d'autres villes chiliennes. Dans la seule capitale, on dénombre pas moins d'une centaine de barrages de route. Sur les terres mapuche, les groupes radicaux multiplient attaques et sabotages. Mais cette fois-ci, nombre d'actions incendiaires sont également entreprises « en dehors » des principales organisations de lutte, ce qui est aussi un résultat de l'autonomie grandissante des ORT au sein de la CAM, comme de la multiplication des différents groupes et mini-organisations au sein des communautés en lutte. La rage incendiaire vise tout ce qui représente l'État chilien et l'investissement capitaliste, y compris des centres communautaires, des écoles, des secondes résidences, des filiales bancaires,... En ville, des attaques incendiaires et explosives, revendiquées par des anarchistes en solidarité avec la résistance mapuche, ciblent des institutions étatiques et capitalistes.

Pendant que le conflit au Wallmapu est rythmé par une continuité persistante de sabotages et d'attaques, c'est en octobre 2019 que la situation sociale explose à travers tout le Chili, donnant lieu à une révolte incontrôlable qui durera plusieurs mois. Dans les zones mapuche, la révolte qui secoue les villes chiliennes se répand également, avec des occupations, manifestations et affrontements dans tous les principaux centres urbains du Wallmapu. Cependant, il fallut quelques semaines encore avant que les groupes de lutte mapuche décident à leur tour de se lancer dans la bataille, multipliant une fois de plus les attaques. Plusieurs d'entre elles à l'explosif furent d'ailleurs accomplies contre des infrastructures, comme l'attaque à Contulmo contre un pylône à haute-tension.

6/8, Toulouse (France).

En Haute-Garonne, les locaux de l'*Ordre des Infirmiers* sont pris pour cible : une trentaine d'impacts de jets de pierre et plusieurs tags dont « *Non au pass* » et « *Vive la grève* ». La même nuit, les vitres de l'agence d'intérim *Aile Médicale* reçoivent plusieurs coups de marteau d'*usagers solidaires*, notamment contre le pass sanitaire.

8/8, Carqueiranne (France).

Dans le Var, trois voitures de la police municipale garées devant le comico ont leur pare-brise explosé, leurs rétroviseurs cassés et leurs pneus crevés dans la nuit.

11/8 Paimpol (France).

Dans les Côtes-d'Armor, des inconnus pénètrent dans la mairie au cours de la nuit en brisant la porte, puis saccagent le bureau de l'état-civil, le rendant complètement hors usage.

12/8, Saint-Sauvant (France).

Dans la Vienne, une grosse pelleuse de l'entreprise *Sévirienne Service* est incendiée dans la nuit. Celle-ci servait aux fouilles préalables à la construction d'une des quarantaines retenues d'eau destinées à l'agriculture industrielle, un projet contesté depuis des années dans la région.

15/8, Brioude (France).

En Haute-Loire, les deux portes d'entrées du centre *Aquabulle* sont brisées, et les deux tablettes installées à l'intérieur pour contrôler le pass sanitaire des nageurs sont détruites. Le tag « *Ça pass, donc ça casse* » est retrouvé sur la façade.

Entre intégration et résistance radicale

Juillet 2020. En plein état d'urgence sanitaire, le parlement chilien approuve une résolution visant à « *augmenter la présence des forces de l'ordre et de sécurité [en Araucanía] afin de freiner les actes terroristes et de désarticuler les bandes criminelles derrière ces actes, vu que les efforts actuels ne sont pas suffisants et n'ont pas donné de bons résultats* ». Ce vote intervient dans un contexte de militarisation des territoires mapuche, notamment après la mort d'un camionneur en février 2020, lorsque que des *weichafé* mirent le feu à son camion près de la commune de Victoria. En même temps, le gouvernement compte ainsi répondre à l'agitation croissante qui accompagne la grève de la faim du *machi* [guérisseur] Celestino Córdova, en grève avec sept autres prisonniers mapuche contre sa condamnation dans le procès pour le meurtre du couple Luchsinger-Mackay de 2013. Pour les soutenir, des manifestants mapuche occupent des mairies, les attaques contre les entreprises forestières se multiplient, les actions de sabotage et les embuscades des ORT et de la WAM s'étendent à travers une bonne partie des zones mapuche. Un nouveau groupe, nommé *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML), réalise également des actions de guérilla plus complexes, comme la tentative de sabotage du pont autoroutier stratégique de Lleu Lleu (interruption de la circulation par des combattants armés, puis explosion d'une voiture bourrée d'explosif), des fusillades avec les forces spéciales des carabiniers ou la destruction à l'explosif d'antennes-relais et d'émetteurs. Fin juillet, quelques jours après le vote, le déraillement d'un train de marchandises, marqua encore un pas dans la lutte : les saboteurs avaient coupé un rail puis enlevé les traverses, et auraient également tiré sur le train.

L'annonce du gouvernement de l'envoi de troupes supplémentaires jetait de l'huile

sur le feu d'une situation déjà très tendue, notamment à cause des différents états de siège et d'urgence promulgué par le gouvernement au prétexte de la pandémie. La puissante organisation patronale du transport routier organisa à cette occasion des grèves contre l'insécurité dans le sud, puis conclut en septembre 2020 un accord visant à renforcer la protection des convois de camions. En octobre 2020, eut lieu le référendum national plusieurs fois repoussé sur l'instauration ou non d'une nouvelle Constitution, présentée comme l'issue politique de la révolte de 2019-2020. Cette question référendaire divisa également le conflit mapuche, toujours tiraillé entre rupture définitive et radicale avec l'État et intégration- inclusion en son sein en tant que « peuple indigène » doté de garanties et droits supplémentaires. Cependant, les semaines avant et après le référendum n'en restèrent pas moins intenses, avec un nombre grandissant d'irruptions de *weichafé* armés dans les domaines forestiers pour y brûler engins et camions, d'embuscades tendues aux camions le long des routes, ainsi que de tirs contre les carabiniers.

Puis, début 2021, l'État chilien annonça finalement la tenue d'élections pour le congrès chargé de rédiger la nouvelle Constitution, prévues en mai. Une partie des représentants politiques mapuche s'étant déjà déclarés favorables à une nouvelle Constitution, ils se préparèrent alors à participer au processus en espérant y arracher une plus grande place. Du côté des communautés en lutte et des organisations radicales, le rejet de ce processus constituant resta par contre ferme, arguant que ce dernier ne peut que mener à l'intégration plutôt qu'à l'autonomie, et qu'il ne changera rien à la dévastation en cours des terres du sud. C'est une des explications de ce que le président Piñera allait qualifier à partir de février 2021 de « *vague irrationnelle de violence* », avec la multiplication d'incursions armées dans les domaines forestiers pendant que les

résidences secondaires de notables locaux et non-locaux seront systématiquement attaquées et brûlées (pendant l'été chilien de 2020-2021, plus de cinquante résidences et chalets de vacances furent brûlés).

Dès le 10 février 2021, lors de sept attaques incendiaires en quelques heures sur les routes de Cañete, Contulmo et Tirúa, des *weichafé* interceptent et brûlent 12 camions des entreprises forestières et 4 fourgons, non sans détruire une sous-station électrique, ce qui provoqua des coupures de courant dans la zone. Lors des interventions au bord des routes et sur les domaines, des *weichafé* font de plus en plus usage d'armes à feu. Plusieurs carabiniers et gardes sont blessés, mais également des ouvriers qui tentent de défendre les outils de l'exploitation forestière, ou des latifundistes qui essayent de chasser les *weichafé* à coups de fusil.

Le 6 mai 2021, à moins d'une semaine des élections pour le congrès constitutionnel, huit attaques incendiaires sont de la même façon menées en moins de 6 heures, de midi à 18h, contre 26 engins de tout type (camions de transport, camionnettes, porteurs, skidders) de l'industrie forestière, sur la route P90 qui mène de Lumaco à Tirúa, sur les domaines de Los Laureles, le chemin vers Rilún, à Rilún même et à Pichi Pellahuén, exploités par l'entreprise CMPC. Au milieu des cris d'orfraie de différents larbins de l'Etat qui demandent au choix de réinstaurer l'état de siège dans le coin ou de faire intervenir l'armée pour protéger les exploitants forestiers – notamment parce qu'un carabinier venu stopper les attaques s'est pris un tir dans son gilet pare-balles –, cette attaque d'ampleur de *Weichán Auka Mapu* (WAM) est sans aucune ambiguïté : « *Liberté pour les prisonniers politiques mapuche et ceux de la révolte. A bas industrie forestière, gravières, latifundistes, barrages hydroélectriques. A bas les yanaconas [terme péjoratif qui désigne les « traîtres »,*

soit les mapuche travaillant pour l'industrie forestière ou l'Etat]. Marichiweu ». Ce dernier mot, cri de bataille de la lutte mapuche, signifie « *Dix et mille fois nous vaincrons.* » Le 10 mai suivant, cinq autres engins sont incendiés et détruit sur la route R-444 entre Los Saucos et Lumaco. Le 21 mai, 11 engins forestiers sont incendiés à Teodoro Schmidt par des personnes masquées et armées à deux endroits d'une exploitation forestière. L'attaque sera revendiquée par l'ORT *Lafkenche*. Ce même jour, sur le territoire de la commune de Victoria, des personnes armées expulsent un couple de propriétaires de leur maison, puis la brûlent. Trois jours plus tard, le 24 mai, des *weichafé* tendent une embuscade sur la route R-35 près de Collipulli. Au passage d'une patrouille de carabiniers, ils ouvrent le feu. Un carabinier meurt sur place.

Le Wallmapu s'enflamme après l'assassinat de Pablo Marchant

Tout au long du mois de juin 2021, les incursions armées dans les domaines forestiers continuent de plus belle, ainsi que des attaques contre les demeures de notables, comme celle de la résidence secondaire de l'archevêque de Concepción à Contulmo. Au cours de la première moitié de l'année, le nombre d'arrestations dépasse les 300 selon les chiffres gouvernementaux, et les carabiniers affirment avoir saisi pas moins de 320 armes à feu en zone mapuche tout en faisant face à un nombre d'attaques doublé comparé à l'année précédente.

Dans ce contexte toujours plus tendu et avec une grande hétérogénéité d'organisations clandestines, de groupes et de communautés, le *weichafé* Pablo Marchant est tué par un carabinier le 9 juillet lors de l'attaque contre une exploitation forestière de *Mininco*. Dès le lendemain, les territoires mapuche s'enflamment. En moins d'une semaine, les forces de l'ordre comptabilisent 44 blocages de routes, 22 attaques par armes à feu (des

tirs contre des patrouilles de carabiniers ou des vigiles) et 11 attaques incendiaires lors desquelles 39 véhicules et engins des exploitations forestières sont détruits, ainsi que 5 bâtiments. Trois semaines plus tard, le porte-parole des carabiniers fait état de « 150 attentats » depuis la mort de Pablo Marchant. La chronologie récente qui suit ne prétend aucunement à l'exhaustivité, mais cherche plutôt à illustrer l'intensité du conflit et sa diversité qui ne semble pas tomber sous la coupe d'une centralisation politique.

10 juillet

Vilcún. Vers 4h30, trois camions-benne, une pelleuse, un chargeur frontal et deux containers d'une entreprise d'extraction de granulats de bois sont partis en fumée sur l'exploitation forestière de Quintrilpe. Un petit tract retrouvé sur place et signé *Liberación Nacional Mapuche* (LNM) disait « *weichafé Pablo Marchant, dans la lutte armée nous rendons justice* ».

Victoria. Vers 18h, des barricades sont érigées sur l'autoroute qui relie le sud au nord du pays sur plus de 3000 kilomètres (la Ruta 5), un camion de l'entreprise *Embotelladora Andina/Coca-Cola* est intercepté par une cinquantaine de manifestants, son chauffeur obligé de descendre après avoir mis le véhicule en travers des voies, puis sa cabine est enflammée.

Cañete. Dans le secteur de Peleco, c'est le pied-à-terre que le procureur Luis Morales avait conservé depuis sa mutation en 2019 après quinze années sur place, qui est volontairement réduit en cendres, tandis qu'un message faisant référence à l'assassinat de Pablo était tagué sur son mur d'enceinte.

11 juillet.

Panguipulli. Vers une heure du matin, sur l'exploitation forestière Santa Rosalía, trois engins forestiers et un pick-up de l'entreprise *Forestal Arauco* crament après que le vigile ait été neutralisé de manière contondante. Attaque revendiquée par un court

message laissé sur place, signé *Liberación Nacional Mapuche* (LNM) et disant : « *Entreprises forestières dégagez ! Pablo Marchant vit dans le weichan [lutte]* ».

12 juillet

Ercilla. Vers 6h du matin, dans le secteur de Pidima, quelques dizaines de personnes masquées et armées coupent à l'improviste la Ruta 5 avec une petite barricade de pneus enflammés, forçant un premier camion à s'arrêter, et les suivants à stopper. Ils enjoignent ensuite les chauffeurs à descendre de gré ou de force (trois récalcitrants ont été blessés), puis arrosent d'essence les six premiers véhicules professionnels sur plus d'une centaine de mètres : un camion porte-container, trois camions-citernes (d'une entreprise de Puerto Montt qui transportait des saumons), un camion-grumier (transport de bois), et une camionnette sont détruits. Attaque revendiquée par *Resistencia Mapuche Malleco* (RMM), qui précise à l'aide d'une banderole laissée sur place : « *Pablo Marchant, en ta mémoire nous vengerons ta chute contre Forestal [...Mininco], balles et feu contre la police* ».

Cañete. Vers 9h30, dans le secteur de Paso Los Negros sur l'exploitation forestière El Hualle, une dizaine de *weichafés* en armes neutralise le personnel en plein travail sur la zone, puis incendie pas moins de seize engins de chantier forestiers et camions travaillant pour *Forestal Arauco*. Un tract trouvé sur place et signé *Resistencia Mapuche Lavkenche* (RML) faisait là aussi directement référence à l'assassinat de Pablo Marchant (« *qui continue de vivre à travers la lutte* »), ainsi qu'à des prisonniers mapuche. Selon le porte-parole de l'association nationale des contractants forestiers (*Asociación de Contratistas Forestales*) qui est allé se plaindre dans un journal local, leurs pertes directes suite à ce genre d'attaques s'élèvent depuis 2014 à près de 160 millions de dollars...

13 juillet

Nueva Imperial. Vers cinq heures du matin, sur le chemin de Misión Boroa, des *weichafés* en armes sortent de force les résidents d'une propriété foncière en les couchant au sol pour qu'ils n'interviennent pas, puis mettent le feu aux deux engins forestiers adjacents utilisés pour l'extraction de granulats de bois : une pelleteuse et un char-geur frontal.

14 juillet

Lumaco. Au lendemain des funérailles de Pablo Marchant à Lumaco auxquels assistèrent des centaines de personnes, dont quelques groupes en armes de la CAM, un général des carabiniers tient à publier un bilan chiffré des 85 « actes de violence » qui se sont déroulés sur toute la zone mapuche depuis l'assassinat de Pablo par un des leurs, soit de vendredi soir 9 juillet à mercredi matin : il y a notamment eu 44 blocages de routes, 22 attaques par armes à feu [soit des tirs contre des patrouilles de carabiniers ou des vigiles] et 11 attaques incendiaires. Ces dernières ont détruit 39 véhicules (24 engins de chantier forestiers, 12 camions, un minibus et une camionnette) : 23 à Cañete, 6 à Lautaron, 4 à Panguipulli, 2 à Nueva Imperial, 1 à Padre Las Casas, 1 Freire, 1 à Victoria et 1 à Carahue, mais aussi 5 bâtiments (dont le pied-à-terre du procureur à Cañete et un centre de santé à Pidima le 10 juillet).

18 juillet

Río Negro. Vers 3h du matin se produit une double attaque laissant 7 engins de chantier et 1 pick-up en cendres. La première s'est déroulée sur le domaine El Mirador appartenant à l'exploitant *Forestal Arauco*, et la seconde sur le domaine Popóen, appartenant à l'exploitant *Forestal Huempelo*. Une banderole retrouvée sur place et signée des groupes coordonnés ORT *Kunko-Williche/Millalikan* disait notamment « *weichafe Toño, nous nous souviendrons toujours de toi avec le sabotage contre le capital. Guerre aux entreprises forestières* ». C'est le groupe ORT

Kalfulicán qui a pris la responsabilité de la seconde attaque.

22 juillet

Curanilahue . A partir de 8h du matin se produit une attaque coordonnée de trois groupes qui laisse 24 équipements forestiers en cendres (machines, engins de chantier, transformateurs de biomasse et camions) dans les zones de El Tesoro et Bajo Cifuentes. Tous appartenaient à l'entreprise *Bosques Arauco*, un des principaux dévastateurs industriels de la forêt. Cette attaque coordonnée a été revendiquée par un communiqué de *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML). Il a précisé que « *cette action a été menée en hommage à notre weichafé Lemuel Fernández, deux ans après sa mort au combat le 19 juillet 2019 dans une action de sabotage à Tirúa* », tout en rappelant leur sabotage incendiaire précédent du 12 juillet dernier à Cañete contre 18 engins forestiers, qui avait cette fois été dédié à Pablo Marchant. Le communiqué se termine par « *Exploitants forestiers, entreprises hydroélectriques, latifundistes et yanakonás, dégagez du Wallmapu* ».

24 juillet

Freire. Vers 2h se produit une attaque par une dizaine de personnes masquées et armées, qui laissent 6 engins de chantier (deux camions, deux pelleteuses et deux chargeurs) en cendres, appartenant à deux familles de petits entrepreneurs d'origine mapuche qui se font sous-traitants de l'industrie forestière de granulats de bois. Une banderole retrouvée sur place et signée ORT *Kulapan* disait notamment « *A bas les investissements capitalistes dans le Wallmapu* », tout en faisant référence au « *weichafé Toño* ».

27 juillet

Carahue. Vers midi, des inconnus armés pénètrent sur le domaine de Santa Ana Tres Palos où Pablo Marchant fut tué. Ils font feu contre une patrouille de carabiniers en

camionnette affectés au *Contrôle de l'Ordre Public* (COP), qui protègent toujours cette zone d'exploitation forestière. Ils ont réussi à en blesser deux par balles, l'un au bras et l'autre à l'œil (un travailleur forestier a aussi reçu un éclat).

30 juillet

Quilaco. Vers 23h, près du pont Quilmes, se produit une attaque qui laisse 11 engins de chantier (des camions, bulldozers, tractopelles et broyeurs de gravier) en cendres, appartenant à *Serviterra*, un sous-traitant de tous les gros chantiers dévastateurs de la région, spécialisée dans l'extraction de sable et de gravier. Une banderole retrouvée sur place disait notamment « *A bas les entreprises forestières, A bas central Rucalhue (un projet de centrale hydroélectrique dévastateur), Pablo Marchant est présent* ».

Un monde entier

« On peut récupérer plusieurs apprentissages pour nous-mêmes en regardant la continue lutte radicale mapuche, des éléments que nous pouvons sans doute insérer dans la lutte insurrectionnelle contre toute autorité. Son rythme de guerre est déjà un exemple à suivre, intensifiant et diversifiant le combat, d'un côté contre la dépossession séculaire et de l'autre en réponse aux coups répressifs. »

Contra Toda Autoridad, n°4, mars 2017

Malgré la présence de logiques politiques, malgré certaines forces qui tendent vers une hégémonie au sein de la lutte mapuche, une forte tension vers l'autonomie anime toujours ce conflit. C'est peut-être ce qui explique en partie sa continuité, malgré les périodes de militarisation du territoire ou les moments de négociations offrant une issue politique pour tenter de mettre fin aux hostilités. Certes, un nombre considérable de communautés mapuche ont accepté au fil des années les conditions de l'État chilien, préférant plutôt l'inclusion

dans le monde capitaliste qu'une vie de bataille pour le refouler des terres où elles vivent. Aujourd'hui, il existe pas mal d'organisations politiques et sociales mapuche, parfois chaperonnées par des ONG ou des organisations politiques de gauche, qui semblent prêtes à entrer, de concert avec une partie de la « société civile chilienne », dans la danse perdante de la transformation de l'État chilien, qui a senti dans son cou la chaude haleine du soulèvement diffus de l'autonomie 2019. Mais d'un autre côté, la multiplication des attaques, l'explosion d'initiatives de protestations, de blocages, d'occupations et de manifestations, ne cesse d'indiquer d'autres chemins, dont l'issue inconnue reste encore incertaine et ouverte.

A l'heure où dans le monde entier, les conséquences de l'avancée folle de la machine industrielle et technologique se font ressentir chaque jour davantage, où les changements climatiques induits par l'industrialisation pourraient bien inaugurer des scénarios inouïs qui risquent de reconfigurer drastiquement les assises de la domination, cette lutte dans un coin « perdu » du monde où des habitants et habitantes porteurs de façons de vivre antagonistes avec le capitalisme et l'étatisme se battent pour chaque mètre accaparé et exploité par des entreprises et l'État, peut avoir une signification qui dépasse le territoire du Wallmapu. C'est un conflit où la critique anti-industrielle et le refus du développement capitaliste réussit à faire vivre un monde, un monde de communautés autonomes qui tentent de vivre dans et avec la nature, et non sur son dos. Certes, ces communautés ne sont pas exemptes de structures hiérarchiques, ni d'oppressions en leur sein, mais elles n'ont en tout cas pas le culte de la domination étatique, de l'exploitation de la faune et de la flore, de la folle course en avant vers un monde toujours plus artificiel et vers une vie toujours plus assistée, celle de la civilisation marchande.

Sur un autre versant, il est indéniable que la plupart des organisations radicales mapuche s'inscrivent dans un projet de « libération nationale ». Si celui-ci ne semble pas inclure une construction étatique mapuche quelle qu'elle soit, se distinguant de fait assez nettement d'autres luttes de libération nationale sous la coupe de forces politiques cherchant à construire un nouvel État, cela a aussi pu engendrer certaines fermetures identitaires, le cautionnement d'oppressions au nom de la récupération des « traditions ancestrales », voire de la méfiance envers des expressions de solidarité critique (notamment anarchiste) avec la lutte en cours.

Quant à la « territorialité » de cette lutte, le fait qu'elle s'inscrive dans et se déroule sur un territoire précis –renforçant ainsi le discours de « libération » et de « récupération » de terres– cela en constitue assurément une des pierres angulaires. Souligner alors les limites d'un tel ancrage territorial dans un monde qui ne connaît ni ne tolère aucun « en-dehors », un monde qui a fait de la dévastation et de l'assimilation de tout ce qui lui est extérieur sa trajectoire principale, ne devrait pour autant pas conduire à nier toute potentialité réelle d'autonomies territoriales en conflit permanent avec la domination étatique et capitaliste. On pourrait même, au contraire, voir ces dernières comme autant d'expressions d'une *liberté en acte, vivante et forte, liée à des espaces-temps concrets et vulnérables*.

Qui sait même si de leur côté, les anarchistes –comme certains le font déjà, au Chili et peut-être aussi ailleurs– pourraient non seulement apporter leur grain de sel à la lutte mapuche, à travers leurs suggestions d'attaques auto-organisées, leurs méthodologies de sabotage et de luttes en armes, leur critique incessante de tout *leaderisme* et de toute hiérarchie, mais également *apprendre* quelque chose, *accueillir* les expériences réelles de quelques décennies de lutte sur un territoire donné contre la dévastation ca-

pitaliste et la domination étatique, *apprécier* des autonomies territoriales qui ne sont pas forcément les nôtres ? Non seulement pour s'inspirer de la ténacité qu'on y retrouve, mais aussi de comment la vie et le combat tendent à y coïncider, comment chaque acte de guerre, chaque attaque, chaque sabotage, y exprime un monde entier, un monde qui vit –certes souvent difficilement et encerclé par des forces qui veulent le détruire–, un monde avec un autre horizon que celui de la civilisation qu'on nous impose aux quatre coins du globe.



1. Il s'agit surtout de militants du *Frente Patriótico Manuel Rodríguez* (FPMR), le bras armé marxiste-léniniste disposant d'une marge opérationnelle militaire au sein du Parti Communiste, puis totalement autonome à partir de 1987. Le FPMR a effectué des centaines de sabotages, des attentats et des éliminations de responsables politiques, militaires et capitalistes. Son projet fondamental pour abattre la dictature de Pinochet était une guerre populaire de libération nationale du Chili, menée par le FPMR et des milices populaires. Il y aurait aussi eu d'anciens militants du *Movimiento Izquierda Revolucionaria* (MIR) et du *Movimiento Juvenil Lautaro* (MAPU Lautaro).

2. Voir *21° Años de la Coordinadora Arauco Malleco : Apuntes para una historia de la CAM*, communiqué de la commission politique de la CAM, décembre 2018.

3. Si pas mal de jeunes nés dans les communautés mapuche sont partis en ville pour y étudier et trouver du travail, d'autres comme Matías Catrileo firent le chemin inverse, portant avec eux des expériences et des idées libertaires au cœur du conflit mapuche.

| Débusquer l'ennemi |

Dans la Chicago de 1948, la vie ne devait pas être facile pour sa famille, et encore moins pour elle. Son nom était Suvaki Yamaguchi, et elle était née sur une île du Japon à la fin des années 30. Dans ses veines coulait un sang de mille couleurs, toutes erronées au pays de la bannière étoilée. Le père était japonais, mais de descendance philippine. La mère était une native Cheyenne, et parmi ses aïeux se trouvaient des américains irlandais-écossais. La petite Suvaki était donc la parfaite incarnation du métissage, avec tout ce que cela signifie. Vers la fin de la seconde guerre mondiale, sa famille fut enfermée dans le camp de concentration de Manzanar, en Californie, au pied de la Sierra Nevada. Si ce sort était destiné aux américains coupables de ne pas être blancs et d'être originaires de la terre du soleil levant, imaginez celui qui leur était réservé !

Une fois remise en liberté, la famille Yamaguchi se transféra dans la célèbre métropole de l'Illinois. Pour la même raison, traîner dans les rues des quartiers occidentaux de la ville était une entreprise ardue et dangereuse : insultes, moqueries, menaces. Aux yeux de beaucoup de blancs (et même de noirs) elle n'était qu'une *Tojo*, du nom du pilote militaire japonais qui lança l'attaque sur Pearl Harbor. Qui plus est, son corps commençait à se former de manière rapide et excessive, trop rapide et excessive, la contraignant à endosser de larges vestes pour le cacher. Un jour d'été 1948, juste avant son dixième anniversaire, la petite Suvaki était en train de rentrer chez elle lorsqu'elle fut cernée par un groupe de cinq hommes, qui la chargèrent dans leur voiture. Ce qui arriva à cette même moitié «peau-rouge», moitié «yeux en amande» et trop plantureuse pour son âge, est malheureusement imaginable... Ils la déchargèrent dans une ruelle comme un déchet, inconsciente et ensanglantée. Sa famille porta plainte et les responsables furent identifiés. Mais la justice avait bien d'autres choses à faire que de s'occuper de ce qui était arrivé à une gamine au sang-mêlé, surtout après que la patte du juge ait été copieusement graissée, conduisant les cinq hommes à retourner va-

quer à leurs affaires sans encombres. Comme s'il ne s'était rien passé.

Mais pour Suvaki, par contre, quelque chose s'était passé – quelque chose d'inacceptable. Et si la justice ne pouvait rien y faire, alors tant pis pour la justice ! Suite à cela, la petite Suvaki se mit à grandir terriblement vite. Le monde des adultes la mit d'abord en maison de correction, puis, à 13 ans, lui organisa un mariage qui dura moins d'un an. De son côté, Suvaki décida qu'elle ne serait plus jamais une proie. Elle apprit les arts martiaux avec son père, devenant ceinture verte d'aïkido et ceinture noire de karaté. Devenue une ado turbulente, elle forma une bande nommée *Les Anges* avec des amies italiennes, juives et polonaises de son quartier.

A 15 ans, elle déménagea à Los Angeles, où elle se procura de faux-papiers attestant sa majorité, afin de commencer une nouvelle vie. Elle changea son prénom par le surnom cheyenne que lui donnait sa mère et conserva le patronyme de son premier mari. Elle devint danseuse de *burlesque*, mannequin-photo et actrice.

Mais surtout, *étant une jeune fille sauvage et pas une militante pédagogue, elle alla débusquer les cinq hommes qui avaient brisé son enfance, et prit sa vengeance avant son vingt-cinquième anniversaire*. Comme elle le rappela dans ses mémoires, « je me jurai à moi-même qu'un jour, d'une manière ou d'une autre, je réglerai leur compte à chacun d'entre eux. Ils n'ont jamais su qui j'étais, jusqu'à ce que je leur dise ».

Quelques années après avoir réglé son ultime compte, elle fut choisie pour jouer dans un film qui la rendra célèbre dans le monde entier. Elle ne dut pas se forcer beaucoup pour interpréter le personnage de Varla, et refusa même d'être doublée. Il lui suffit d'être elle-même : Tura Satana, l'inoubliable personnage principal de *Faster, pussycat ! Kill ! Kill !*

Finimondo,
23 juillet 2021
(traduit de l'italien)

| La petite suggestion de Lagertha |

Érigé sur la pointe nord de l'île danoise de Seeland, le majestueux château d'Else- neur a contrôlé pendant quelques siècles le détroit menant vers la mer baltique. Si ce monument fait aujourd'hui encore la fierté des habitants du coin, d'autres ne manquent pas de rappeler avec malice qu'il reste surtout connu en dehors de l'île pour avoir servi de cadre à une célèbre tragédie, de laquelle on ne retient généralement que le fait qu' « *il y a quelque chose de pourri au royaume du Danemark* ». Qui plus est, on ne peut même pas compter sur l'actualité récente pour démentir le vieil adage shakespearien, au contraire. N'est-ce en effet pas là que le 3 juin dernier a été votée la loi permettant de dégager en masse les demandeurs d'asile du pays, en sous-traitant désormais leur « accueil » à des pays-tiers hors Union européenne le temps de l'étude du dossier (des discussions sont en cours avec l'Egypte, l'Ethiopie et le Rwanda) ? Et n'est-ce pas ce territoire du vieux continent qui a été pionnier dans l'imposition à la population d'un *Coronapas* dès le 21 avril, obligatoire pour les plus de 15 ans dans les cinémas, les stades, les bibliothèques, les bars ou encore... les auto-écoles et autres salons de coiffure ?

D'un autre côté, c'est également dans ce pays nordique qu'une petite suggestion anonyme a alors resurgi, offerte à tous les contestataires qui brûlent actuellement d'en finir avec ces nouvelles mesures liberticides. Une petite suggestion qui s'est même répétée par deux fois (au cas où quelqu'un n'aurait pas bien entendu) à une trentaine de kilomètres du château d'Else- neur, en touchant précisément *quelque chose de pourri du royaume du Danemark et d'ailleurs*. Celle-ci consiste rien moins qu'à perturber les contrôles d'identité de la police et ceux du QR code sanitaire effectués par n'importe quel autre larbin, en *sabotant les ondes qui*

connectent smartphones et tablettes à leurs indispensables bases de données en tout genre.

La première alarme pour les autorités est venue en ce sens dès le 25 mai dans le bourg de Vejby, près de la côte zélandaise de Kattegat, à environ 50 km au nord de Copenhague. Là, un incendie nocturne s'est déclaré contre une antenne-relais et son bâtiment adjacent, coupant l'ensemble des opérateurs de téléphonie mobile de la zone. Mais ce n'est pas tout, puisque les autorités ont révélé sur la pointe des pieds que l'infrastructure calcinée hébergeait en sus non seulement un radar de l'armée pour la surveillance des eaux (en l'occurrence de la Marine), mais aussi plusieurs équipements du réseau crypté de la police danoise nécessaire aux contrôles (SINE, *SIkkerhedsNettet*). Les enquêteurs d'abord circonspects ont vite été intrigués par la présence « *d'un grand trou effectué dans la clôture à l'arrière de l'installation sécurisée* », puis ont immédiatement bouclé la zone avant de la faire ratisser par des chiens toute la journée du lendemain.

La seconde alarme est venue le 15 juillet dernier dans la ville de Helsingør, située à 5 kilomètres de Vejby, lorsqu'une seconde antenne-relais est partie en fumée vers 2h30 du matin. Cette fois encore, le feu a rongé les câbles entre le bâtiment hébergeant les équipements de télécommunications et l'antenne elle-même, avant de grimper le long de cette dernière. Les autorités dépitées ont alors précisé que « *tout lien avec des incendies antérieurs de nature similaire sera également inclus dans l'enquête* », puis ont là aussi fait appel à de fidèles canidés (ceux à quatre pattes) pour inspecter la zone.

Tandis que les fins limiers danois, certes moins rodés en la matière que d'autres col-

lègues européens, se penchent à présent sur la fumeuse théorie des auto-combustions d'antennes – certainement lasses de servir le contrôle policier et sanitaire ou d'assister au télétravail –, comme sur le fait qu'il puisse « *simplement s'agir d'une étrange coïncidence* », on pourrait de notre côté se risquer à une autre hypothèse. Et un peu plus réaliste, que diable !

Pour cela, il nous faut remonter aux mythiques *skjaldmō* vikings, ces guerrières au bouclier qui combattirent parfois à plusieurs centaines contre les Goths ou les Huns, selon le récit des sagas nordiques. L'une d'entre elles, peut-être la plus connue, se nommait Lagertha et avait gagné le *Valhalla* il y a plusieurs siècles déjà, lorsqu'elle comprit soudain qu'attendre auprès d'Odin la grande catastrophe finale n'était qu'un décalque millénariste des inepties chrétiennes. Et que quitte à finir en ce fade 21^e siècle sous forme de musique électro, de jeu vidéo, de série télévisée ou pire, de fantasmes néo-nazis, autant retourner direct à Kattegat pour saccager tout ce qui avait rendu cela possible.

Une fois revenue dans sa chère baie, c'est donc là, au printemps dernier, qu'elle fut éœurée par ce monde médié par toujours plus d'appendices technologiques, où trop d'êtres brandissent avec délectation l'écran de leur propre servitude. Loin de toute résignation, elle entreprit alors une fois de plus de « *glisser la panique de ses amis vers le camp ennemi* », comme le contait déjà l'odieux moine qui transcrivit autrefois sa légende. Si elle manquait certes de temps pour comprendre les nouveaux rapports sociaux à l'origine de tout ce merdier, il lui en fallut peu pour incendier avec délice les deux tours de câbles et de radars qui l'environnaient. Non seulement ces structures de télécommunication heurtaient sa propre sensibilité, non seulement elles barraient

tout horizon désirable, mais elles procuraient aussi concrètement à l'ennemi les moyens d'un contrôle diffus permanent lui épargnant de nombreuses batailles.

En apprenant un peu plus tard ce que le poète anglo-saxon avait casé dans Hamlet à propos du Danemark, Lagertha ne put s'empêcher de sourire. Cheminant au bord des vagues, elle continua même de plus belle, en songeant que si l'ensemble de la planète était désormais touchée par une même pourriture technologique nous privant petit à petit de toute autonomie, le remède primitif qu'elle venait d'employer par réflexe à Vejby comme à Helsinge fonctionnait par contre toujours à merveille...

sans nom,

31 juillet 2021

Notre compagnon Boris, incarcéré à la taule de Nancy-Maxéville depuis septembre 2020 pour l'incendie de deux antennes-relais dans le Jura pendant le confinement, est actuellement plongé en coma artificiel au service des grands brûlés de l'hôpital de Metz. Le feu aurait pris vers 6h30 dans la cellule samedi 7 août.

La seule certitude est que la prison est un système de torture institutionnalisée, et que l'État –de la police à la justice jusqu'à la prison–, est directement responsable de cette situation.

Que la tristesse se transforme en rage contre toute autorité...

*Des ami-e-s, complices
et compagnon-ne-s de Boris,
8 août 2021*

